

La révolte de la "Mejba" en 1864

31-12-2008

Par Hamdi Raissi

Au cours du XIX^{ème} siècle la Tunisie, comme de nombreux pays dans le monde, a vécu une prise de conscience du retard accumulé par rapport aux nations qui étaient les acteurs du grand mouvement d'industrialisation. La mesure de cet écart a été d'autant plus intensément vécue dans les pays Arabes, car voisins directs de l'Europe où se trouvaient la plupart de ces nations industrialisées.

Ainsi, de 1815 à 1881, les Beys de Tunis ont tenté de mener des réformes pour moderniser le pays en tournant leur regard vers l'Europe. Cependant, ces changements ont été menés sans réelle compréhension de la dynamique du développement industriel, que ce soit au niveau des milieux dirigeants ou au niveau de la population.

De plus notre pays a fait l'objet de pressions visant à assurer la liberté de navigation et l'ouverture du marché tunisien au capitalisme conquérant des grandes nations de l'époque. On peut également citer le refus des agents européens de se plier au mode de fonctionnement d'une société archaïque notamment en matière juridique. Ces changements mal engagés ont amené une déstabilisation de la structure de la société et de l'économie. De cette manière de nombreuses tensions sont apparues au sein de la société tunisienne de l'époque. Ces tensions ont sans doute connu leur point culminant à l'occasion de la grande révolte de 1864. Le but de cet article est d'évoquer cet épisode mal connu. Les causes de cette révolte datent du début du XIX^{ème} siècle, quand les principales puissances européennes ont imposé à la Tunisie la fin de la piraterie qui assurait des revenus importants à la Régence et la fixation d'un droit de douane maximum de 3%. Ces mesures ont eu pour conséquence un appauvrissement de l'Etat qui n'a eu d'autres recours que d'augmenter les droits à l'exportation et les impôts tout au long de cette période. C'est pendant le règne de Ahmed Bey (1806-1855) que sont apparus les paiements par bons du trésor ("teskérés") souvent jamais honorés. De plus les ressources financières du pays étaient gaspillées dans des projets sans réelle portée (modernisation de l'armée, palais beyical de M'hammedia) ou dans des détournements de responsables (comme par exemple le tristement célèbre Khaznadar). Ces désordres financiers ont amené une précarisation croissante de la population tunisienne dont les principales activités étaient l'agriculture et l'artisanat. Ainsi l'impôt de la « mejba », capitation annuelle de trente six piastres fut institué en 1856. En septembre 1863 face à l'accumulation des dettes, le gouvernement de Sadok Bey (1813-1882) décida de doubler la « mejba » déjà très impopulaire. Ce fut le coup de détonateur de la grande révolte de 1864.

Les premières populations à se révolter furent les tribus de l'intérieur du pays :

Les Mathelith d'El Aradh, les Zlass du Kairouannais, les Ouled Ayar, Majer, Frechiche. Ces mouvements qui étaient désordonnés au début se coordonnèrent et portèrent Ali Ben Ghédaham cheikh des « Majer » à la tête des révoltés. Bientôt les grandes villes côtières du pays (Sousse, Sfax...) se joignirent au mouvement. En avril 1864 constatant l'ampleur de la révolte, Sadok Bey annonça qu'il renonçait au doublement de la « mejba ». Cependant en raison du grand mécontentement de la population, la révolte s'étendit plus encore sur le territoire de la Régence de sorte qu'en juin 1864, le Bey ne contrôlait que Tunis et ses environs immédiats.

Les puissances européennes envoyèrent des navires dans les eaux tunisiennes pour défendre leurs nationaux. Face à cette détermination, le Bey monta une expédition militaire à l'aide de subsides reçus du Sultan Ottoman et d'avances accordées sur le prix de la prochaine récolte d'agents européens.

Cette expédition fut dirigée vers le nord où elle fut mise en déroute par les partisans de Ali Ben Ghédaham avant d'avoir atteint Béja. Devant l'impasse où il se trouvait alors, le Bey décida de faire jouer les rivalités entre tribus d'une part et entre citadins et paysans d'autre part. Ainsi Ali Ben Ghédaham réclama pour lui le Henchir de Rohia et pour son frère le cheikhat des Majer. Mustapha Ben Azouz autre grand chef des insurgés obtint quant à lui des promesses plus en rapport en regard des revendications des révoltés, à savoir l'amnistie générale, allègement des impôts, nomination de caïds d'origine tunisienne notamment. Ces conditions furent entérinées le 28 juillet par une déclaration du Bey. Khaznadar qui n'avait jamais eu l'intention d'accorder à Ben Ghédaham le Henchir convoité, fit au contraire de la publicité sur les revendications du chef. Le Bey tenait alors son premier succès puisqu'il s'en suivit une désunion au niveau des tribus révoltées. Le général Rustom fit son entrée au Kef devant une faible résistance et Ben Ghédaham s'enfuit en Algérie. Parallèlement à l'expédition menée dans le nord, le Bey confia une armée au général Ahmed Zarrouk pour mater la révolte dans la région du Sahel. La colonne se mit en marche fin août pour arriver aux environs de Sousse début octobre seulement. Cette temporisation volontaire avait pour but de laisser le temps à Khaznadar d'alterner les promesses et les menaces aux populations sahéliennes, de sorte qu'il s'en suivit dans ce cas également une désunion parmi les révoltés. Ahmed Zarrouk défit l'insurrection au premier choc à Kalaa-Sghira sans rencontrer de grande résistance, mettant fin ainsi au mouvement. Cela amena une répression féroce notamment au Kef où les assassins de l'agha Farhat furent exécutés, mais surtout au Sahel qui fut mis en coupe réglée et où de nombreux habitants furent torturés. Ali Ben Ghédaham implorant la clémence du Bey fut autorisé à rentrer en Tunisie sous la protection de sa confrérie Mohamed El Aïd. Il mourut cependant en prison en 1866 puisqu'il fut en fait victime d'une ruse du Bey.

Les conséquences de cette révolte furent dramatiques puisque le déséquilibre des finances de l'état fut aggravé par les dépenses relatives aux opérations menées pendant la révolte.

Il résulta de cette révolte un appauvrissement sévère de la population suite aux pillages de tout bord notamment au

Sahel. Ben Dhiab témoin oculaire de ces événements rapporte:

"Le mot même de richesse disparut du vocabulaire de cette province [Sahel]" ou encore d'une manière générale "Au cours de ce mois de novembre 1867 de cette année si dure, des caravanes de nomades de différentes tribus affluèrent de tous les cotés, tels des torrents se frayant un passage. Ce sont des malheureux dont on avait vendu les biens, vivres troupeaux et mêmes tentes de campements, pour payer leur impositions. Ils n'avaient plus rien. Ils couchaient à même la terre. Ils encombraient avec leurs petits les rues de la capitale, demandant à la mendicité leurs moyens d'existence. Mais les habitants eux-mêmes étaient pauvres et ne pouvaient les aider. Ils se rabattaient sur les ordures ménagères et arrachaient l'herbe pour vivre..."

Ce qu'il ressort également des différents protagonistes de ces affrontements est le manque évident de maturité politique. Ainsi en est-il du Bey, qui pour s'assurer une entrée d'argent ponctuelle et asseoir son pouvoir n'a pas hésité à détruire les forces vives du pays. Cette politique de court terme que l'on retrouve dans d'autres domaines va conduire à la mise en place dès 1869 d'une commission financière internationale qui est un pas supplémentaire franchi vers la colonisation de la Tunisie. On peut s'étonner de la facilité avec laquelle Khaznadar a pu jouer des rivalités entre les tribus et la méfiance réciproque des citadins et des paysans, mais aussi des revendications de certains chefs qui montrent la relative faiblesse idéologique des révoltés. Pendant que le Bey demandait de l'aide au Sultan Ottoman et que les villes du Sahel et Sfax hissaient le pavillon Ottoman, les partisans de Ali Ben Ghédaham lui décernaient le titre de "Bey des arabes". On peut également noter la léthargie de la capitale pendant ces événements alors que les capitales européennes vivaient dans l'ébullition des révolutions ayant pour but le progrès humain. L'image que l'on garde de la Tunisie à la lumière de ces événements est dans l'ensemble celle d'un pays en inadéquation totale avec les évolutions rapides qu'a connu le XIXème siècle. Cette inadéquation va mener au choc de la colonisation en 1881.

Bibliographie :

Bourguiba, H., Ma Vie, Mon Œuvre 1929-1933. Plon 1985

Martin, J-F., Histoire de la Tunisie contemporaine. De Ferry à Bourguiba 1881-1956. L'Harmattan 1993.